

La Révolution turque et les «Grandes Puissances»

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts», 24^e année, n°185, 9 août 1908, p. 2. Traduction MIA.

«**G**ouverner, c'est prévoir », aurait un jour déclaré Catherine II. Si cette conception est exacte, il est permis de douter que les hommes d'État à la tête de la Russie et de l'Angleterre possèdent de grandes aptitudes gouvernementales. À la veille de la révolution turque, ils n'avaient pas la moindre idée de l'ampleur du mouvement jeune-turc ; sans cela, ils se seraient vraisemblablement épargné la peine d'élaborer un plan détaillé pour régler les « affaires intérieures » de la Turquie. Les autres Grandes Puissances, qui avaient approuvé le projet anglo-russe et promis leur soutien, ne firent pas preuve d'une meilleure compréhension envers le mouvement révolutionnaire en Turquie. Que le bouleversement survenu en Turquie ait vidé de leur sens tous ces plans et projets, cela est évident, et ils devront être retirés.

D'ailleurs, les Macédoniens et plus généralement les chrétiens de Turquie n'y perdront rien. Car une fois de plus, les belles paroles de la diplomatie ne sont pas à prendre au sérieux. Depuis 1876, les Grandes Puissances ont élaboré pas moins de cinq projets de réforme, sans compter les innombrables démarches diplomatiques. Certains de ces projets furent acceptés par le gouvernement turc, les démarches reçurent du gouvernement turc de larges promesses en réponse, et... tout demeura en l'état. La diplomatie européenne ne s'est en réalité jamais souciée de la mise en œuvre de ces promesses. Une preuve parmi beaucoup d'autres : l'ancien ministre et actuel député français Pierre Baudin écrivait récemment dans le « *Berliner Tageblatt* » : « *Il paraît nécessaire de constater d'abord que l'intervention des Puissances n'a jusqu'ici apporté aucun bénéfice sérieux aux peuples de Macédoine. Leur situation est la même qu'avant le traité de Mürzsteg et avant l'introduction des réformes. Ils vivent dans une insécurité totale ; leurs souffrances ne peuvent même qu'augmenter avec le temps.* »

Le peu de cas que les Grandes Puissances ont réellement fait de la population macédonienne est démontré par les faits suivants. Parmi les « protecteurs » de ces peuples, on cite toujours en premier lieu la Russie et l'Angleterre. Or, concernant la Russie, il a été officiellement établi que lors de la conférence internationale de 1883 à Constantinople, l'ambassadeur russe Nélidov avait à plusieurs reprises proposé de donner au gouvernement turc le pouvoir d'occuper militairement la Roumélie orientale. La Roumélie orientale est une province turque autonome, peuplée presque exclusivement de chrétiens slaves ! De la même source officielle, nous apprenons que les hostilités entre Bulgares et Serbes et la « petite » guerre de 1885 furent provoquées exclusivement par la diplomatie russe.¹

Le même attachement envers les chrétiens de Turquie, le gouvernement russe le manifesta lors des massacres arméniens de 1896. Alors que les gouvernements français et anglais, sous la pression de l'indignation générale, voulaient intervenir avec énergie, le ministre russe des Affaires étrangères déclara au ministre français Hanotaux : « *Le Tsar s'oppose de la manière la plus catégorique à toute forme d'action coercitive contre la Turquie.* » Le Tsar prenait donc la défense du gouvernement turc,

1 Dans la correspondance diplomatique publiée en 1886 dans le Livre Jaune français et le Livre Bleu anglais.

bien qu'il fût de notoriété publique que les massacres arméniens étaient organisés par ce gouvernement, bien que les officiers allemands et français servant comme instructeurs eussent refusé, malgré la demande du Sultan, de confirmer que l'armée s'était comportée « correctement » pendant les massacres ! Voilà comment le gouvernement russe « protège » les peuples chrétiens de Turquie.

Pour caractériser le gouvernement anglais à cet égard, il suffit de rappeler un seul fait : c'est principalement grâce au gouvernement anglais qu'après la guerre russo-turque, la Roumélie et la Macédoine furent rendues à la Turquie. D'après les préliminaires de paix signés entre la Russie et la Turquie à San Stefano (3 mars 1878), les deux provinces mentionnées étaient destinées à la nouvelle principauté de Bulgarie – donc à un État chrétien. Mais l'Angleterre protesta avec la plus grande fermeté contre ces préliminaires. Lord Beaconsfield se fit accorder un crédit par le Parlement anglais et donna l'ordre à l'amiral anglais Hornby de faire entrer une flotte dans les Dardanelles. Le gouvernement russe n'osa pas risquer une guerre avec l'Angleterre. C'est ainsi que le traité de San Stefano fut soumis aux représentants des Grandes Puissances au Congrès de Berlin (13 juin au 13 juillet 1878). C'est là que la Macédoine et la Roumélie orientale furent rendues à la Turquie ; la seconde en tant que province autonome, la première à condition d'y introduire des réformes pour protéger les populations chrétiennes. Ces réformes, comme on l'a dit, n'existent jusqu'à présent que sur le papier.

Ce n'était pas de la « protection des populations chrétiennes » qu'il s'agissait au Congrès de Berlin, mais principalement de « l'équilibre politique en Europe ». Chaque Grande Puissance voulait empêcher qu'une autre ne devînt plus puissante aux dépens de la Turquie vaincue. Ce problème trouva sa solution en attribuant à la Bulgarie – pour affaiblir la Russie, quoique avec l'intention secrète de celle-ci d'annexer en temps opportun cette Bulgarie ainsi agrandie – un territoire plus réduit, et en déclarant indépendants la Serbie, la Roumanie et le Monténégro pour affaiblir la Turquie elle-même. Car pour maintenir « l'équilibre », il fallait protéger la Turquie, mais on ne voulait pas que l'Empire ottoman s'élevât à nouveau au rang de Grande Puissance. On laissa survivre la Turquie, mais elle ne devait poursuivre que la misérable existence du « malade du Bosphore » ; sa politique devait être déterminée par les Grandes Puissances.

Pour faire sentir à la Turquie sa dépendance envers les Grandes Puissances de manière encore plus nette, ses finances furent partiellement placées sous contrôle. L'article 23 du traité de Berlin, qui traite de la question des réformes, place également le gouvernement turc sous la surveillance et le contrôle des Grandes Puissances, mais cet article a été de peu d'utilité pour les chrétiens de Turquie. Il n'a servi aux Grandes Puissances que de prétexte pour atteindre des objectifs de politique internationale, pour « agir avec énergie » à chaque tentative, même la plus minime, du gouvernement turc d'agir de manière politiquement indépendante.

Le « malade du Bosphore », la Turquie despotique et asiatique, devait se plier – du moins dans toutes les questions de politique étrangère – à la volonté des Grandes Puissances. Mais aujourd'hui, en apparence du moins, le « malade » s'est soudain rétabli. La révolution l'a restauré. Les Jeunes-Turcs, qui sans aucun doute joueront le rôle dirigeant, du moins dans un avenir proche, soulignent expressément que la Turquie constitutionnelle ne tolérera aucune ingérence, ni dans sa politique extérieure, ni dans sa politique intérieure.

Si la nouvelle Turquie parvient réellement à résoudre de manière pacifique et satisfaisante pour tous les peuples la question des nationalités et des confessions, il est clair que les Grandes Puissances perdront l'influence politique qu'elles exerçaient jusqu'ici dans la péninsule balkanique. Bien plus, elles auront affaire à une nouvelle Grande Puissance qui peut-être ébranlera « l'équilibre politique en Europe » ou du moins l'établira sur de nouvelles bases. Jusqu'à présent, les Grandes Puissances poursuivaient en Turquie principalement des objectifs politiques. Le réveil politique de la Turquie posera de nouvelles et grandes questions et tâches économiques.

Le mouvement constitutionnel turc a mis un terme, pour l'instant, aux projets de réforme, et l'on peut espérer que ce sera pour toujours. Le gouvernement russe, lui aussi, doit s'incliner, du moins

provisoirement, et retirer son projet de réforme. « *Seulement si les mesures du Sultan n'aboutissaient pas* », indique la dépêche officielle de Saint-Pétersbourg, « *le gouvernement russe rappellerait aux Puissances la nécessité de reprendre l'activité réformatrice commune interrompue.* »

Et dans une dépêche circulaire aux ambassadeurs russes, le ministre des Affaires étrangères télégraphie : « *Le Cabinet de Saint-Pétersbourg est d'avis qu'en raison des récents événements en Turquie, les Puissances doivent s'abstenir pour le moment de tout geste qui pourrait être interprété comme une marque de défiance envers la bonne volonté du Sultan et du gouvernement ottoman de mettre en œuvre les réformes décidées. La Russie suivra avec la plus grande attention et sympathie les efforts de la Turquie pour assurer le fonctionnement régulier du nouveau régime et s'abstiendra de toute ingérence qui pourrait rendre cette tâche plus difficile.* » Le ministre conclut en affirmant que la Russie, fidèle à ses traditions historiques et sur la base des droits qu'elle tire des traités, ne considérera sa mission de réformateur en Macédoine comme terminée, au même titre que les autres Puissances, que lorsque l'œuvre entreprise par le Sultan aura réellement amélioré la situation dans cette province. « *Dans le cas contraire, le gouvernement impérial se verrait dans l'obligation de suggérer aux Puissances la nécessité de reprendre l'activité réformatrice commune actuellement interrompue.* »